



Pôle Achats
5, Allées Antonio Machado
31058 Toulouse Cedex 9

MARCHE DE FOURNITURES ET DE PRESTATIONS DE SERVICES

Marché 25PFFCORD00300

**Fourniture d'un tour à commande numérique
4 axes pour l'IUT de FIGEAC**

**Cahier des Clauses Administratives
Particulières
C.C.A.P.**

Table des matières

1.	DISPOSITIONS GENERALES.....	3
1.1	Objet du marché	3
1.2	Mode de passation du marché	3
1.3	Lieux d'exécution	3
1.4	Variantes/Prestations Supplémentaires Eventuelles /Options	3
1.5	Durée du marché	4
1.6	Description technique de la prestation	4
2.	DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES	5
2.1	Pièces contractuelles	5
2.2	Obligation du Titulaire	5
3.	DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'EXECUTION	8
3.1	Conditions de livraison	8
3.2	Délai d'exécution	8
3.3	Stockage, emballage et transport	8
3.4	Conditions de livraison	9
3.5	Installation et mise en service.....	9
3.6	Formation du personnel	9
3.7	Vérifications et admission	9
3.8	Garantie	10
4.	DISPOSITIONS FINANCIERES.....	11
4.1	Avance	11
4.2	Prix	11
4.3	Clause de réexamen	11
4.4	Modalités de règlement des comptes	12
4.5	Pénalités	13
5.	AUTRES DISPOSITIONS	15
5.1	Assurances	15
5.2	Résiliation du marché	15
5.3	Modifications relatives au titulaire.....	16
5.4	Langue-Monnaie	16
5.5	Cession et nantissement de créances	16
5.6	Dérogations au CCAG-FCS	17

1.DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Le marché a pour objet :

Fourniture d'un tour à commande numérique 4 axes pour l'IUT de FIGEAC.

1.2 Mode de passation du marché

Cette procédure de passation utilisée est l'appel d'offres.

Cette consultation est passée en application des articles L2124-1 à L2124-2, R2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 Lieux d'exécution

Université Toulouse - Jean Jaurès

Institut Universitaire de Technologie (IUT) de Figeac

Département Génie Mécanique et Productique (GMP) Avenue de Nayrac

46100 Figeac

1.4 Variantes/Prestations Supplémentaires Eventuelles /Options

1.4.1 Variantes

Les variantes sont interdites.

1.4.2 Prestations Supplémentaires Eventuelles

- **Prestations éventuelles supplémentaires n°1**

Un Directeur de Commande Numérique (DCN) SIEMENS fourni avec la machine.

- **Prestations éventuelles supplémentaires n°2**

La prédisposition Robot (automatisation de l'ouverture/fermeture de la porte, autres, ...).

- **Prestations éventuelles supplémentaires n°3**

Un convoyeur/évacuateur de copeaux.

- **Prestations éventuelles supplémentaires n°4**

Un palpeur d'outil escamotable.

- **Prestations éventuelles supplémentaires n°5**

Un palpeur d'outil motorisé.

- **Prestations éventuelles supplémentaires n°6**

Un palpeur tactile de pièce.

- **Prestations éventuelles supplémentaires n°7**

Un embarreur et tous ses accessoires permettant l'adaptation sur le Tour CN et son bon fonctionnement.

- **Prestations éventuelles supplémentaires n°8**

Un récupérateur automatique de pièces.

- **Prestations éventuelles supplémentaires n°9**

Garantie de 5 ans incluant le support technique et le SAV, pièces et main d'œuvre ; dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission.

1.4.2.2 Tranches optionnelles

Sans objet

1.4.3 Options : options au sens de la réglementation européenne

1.4.3.1 Marchés à tranches optionnelles

Sans Objet.

1.4.3.2 Marchés reconductibles

Le marché n'est pas reconductible.

1.4.3.3 Marchés pour des livraisons complémentaires

Le marché prévoit la possibilité de conclure des marchés négociés pour des livraisons complémentaires (article R2122-4 du code de la commande publique).

1.4.3.4 Marchés pour des prestations similaires

Le marché prévoit la possibilité de conclure des marchés négociés pour la réalisation de prestations similaires (article R2122-7 du code de la commande publique).

1.5 Durée du marché

Le marché est conclu à compter de sa notification pour une période de 1 an.

1.6 Description technique de la prestation

La description des prestations de ce marché et leurs spécifications techniques détaillées sont indiquées au Cahier des Clauses Techniques Particulières.

2.DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

2.1 Pièces contractuelles

2.1.1 Pièces particulières

En cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité décroissante ci-après,

- L'Acte d'Engagement (A.E.)
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)
- L'offre technique du titulaire
- Les bons de commande

2.1.2 Pièces générales

- Le Code de la Commande Publique
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS arrêté du 30 mars 2021).

Conformément à l'article 4.2.2. du CCAG-FCS, l'exemplaire unique permettant au titulaire de céder ou de nantir des créances sera remis au titulaire, à sa demande et sans frais.

Les exemplaires conservés dans les archives de l'Université Toulouse Jean seuls font foi. Ils sont signés par un représentant capable d'engager juridiquement l'entreprise titulaire du marché.

2.1.3 Stipulations relatives à l'application des conditions générales de vente du titulaire

Toute clause, portée dans le(s) tarif(s) du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite.

Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

2.2 Obligation du Titulaire

2.2.1 Organisation commerciale

Le titulaire désignera :

- un interlocuteur dédié au marché qui sera notamment responsable de sa mise en place et du suivi d'exécution des prestations, il participera aux réunions contractuelles et sera l'interlocuteur privilégié du pouvoir adjudicateur.

En cas de manquement et de problèmes récurrents dans l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'imposer au titulaire le remplacement de celui-ci.

2.2.2 Protection de la main d'œuvre

Les obligations qui s'imposent en la matière au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements en vigueur relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée. En outre, le titulaire est tenu au respect des dispositions des conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), notamment lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée.

Les huit conventions fondamentales de l'OIT sont :

- la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948)
- la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949)

- la convention sur le travail forcé (C29, 1930)
- la convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957)
- la convention sur l'égalité de rémunération (C100, 1951)
- la convention concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958)
- la convention sur l'âge minimum (C138, 1973)
- la convention sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999)

Le titulaire avise ses fournisseurs de ce que les obligations et dispositions considérées leur sont applicables et qu'ils restent responsables du respect de celles-ci.

Le titulaire avise ses fournisseurs de ce que les obligations et dispositions considérées leur sont applicables et qu'ils restent responsables du respect de celles-ci.

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect en cours d'exécution du marché en fournissant, sur simple demande de l'Université Toulouse Jean Jaurès, tous les justificatifs permettant de démontrer qu'il s'impose le respect des obligations et dispositions considérées

2.2.3 Protection de l'environnement

Le titulaire s'engage à respecter les dispositions de l'article 7 du CCAG-FCS et du Décret n°2021-254 du 9 mars 2021 relatif à l'obligation d'acquisition par la commande publique de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées.

Tous les supports livrables doivent être mis à disposition au format dématérialisé (site internet, format.pdf ou équivalent) et/ou sur des supports en papier recyclé ou écolabellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (exemples : labels FSC, PEFC ou équivalent).

Le titulaire devra présenter les actions qu'il mettra en place pour un transport durable des matériels.

Le titulaire devra également présenter les dispositifs mis en place dans l'emballage des matériels (matériaux recyclés, matériaux recyclables, ...).

La consommation électrique des matériels devra être indiquée et sera évaluée dans la sélection des offres.

Le titulaire est tenu de respecter les éléments à caractère environnemental et de développement durable tels que définis dans son offre.

2.2.4 Protection des données à caractère personnel

2.2.4.1 Relations précontractuelles

Dans le cadre des relations précontractuelles et durant la procédure de marché, le candidat s'engage à gérer les données personnelles des interlocuteurs de l'Université Toulouse Jean Jaurès d'une manière conforme à la réglementation de protection des données (Loi informatique et libertés, ou de toute autre disposition du droit de l'Union européenne ou du droit des États membres relative à la protection des données). En conséquence le candidat transmet au pouvoir adjudicateur la mention d'information de protections de données (article 12 du Règlement général sur la protection des données « **RGPD** ») et les modalités d'exercice de droit engendrées dans le cadre de sa gestion administrative de notre dossier de consultation des entreprises (DCE)

2.2.4.2 Relations contractuelles

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, (« **RGPD** »), et la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative aux fichiers, à l'informatique et aux libertés (« **Loi informatique et libertés** »).

A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est prohibée.

Le pouvoir adjudicateur a désigné un Délégué à la protection des données (dpo@univ-tlse2.fr)

afin de l'associer à tous les sujets relatifs à la protection des données à caractère personnel et contrôler le respect de la réglementation précitée.

Lorsque le titulaire met en œuvre un traitement de données à caractère personnel en lien avec le pouvoir adjudicateur, notamment à l'égard des personnes physiques identifiées ou identifiables placées sous sa responsabilité, le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur une documentation lui permettant d'être informé de l'existence de ces activités de traitement et d'en apprécier la conformité, en termes de respect des exigences de la réglementation et de garanties pour la protection des droits des personnes concernées et de la sécurité de leurs données.

Cette documentation doit comporter les informations suivantes :

- ✓ le nom et les coordonnées du titulaire et, le cas échéant, du nom et les coordonnées de ces sous-traitants au sens article 28 du règlement UE 2016/679, et les coordonnées de votre délégué à la protection des données lorsqu'il en a désigné un ;
- ✓ les finalités du traitement ;
- ✓ une description des catégories de personnes concernées et des catégories de données à caractère personnel ;
- ✓ les catégories de destinataires auxquels les données à caractère personnel ont été ou seront communiquées, y compris les destinataires dans des pays tiers ou des organisations internationales conformément au chapitre V transfert de données personnel vers des pays tiers ou à des organisations internationales ;
- ✓ le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, ainsi que les documents attestant de l'existence de garanties appropriées conformément au chapitre V transfert de données personnel vers des pays tiers ou à des organisations internationales ;
- ✓ les délais prévus pour l'effacement des différentes catégories de données ;
- ✓ une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles ;
- ✓ le cas échéant, les noms et coordonnées des sous-traitants et sous-traitants ultérieurs (au sens du Code de la commande publique) réalisant des activités de traitement pour le compte du titulaire.

Le titulaire doit agir selon les instructions données par le pouvoir adjudicateur pendant toute la durée de la mise en œuvre du traitement.

Le titulaire informe immédiatement le pouvoir adjudicateur lorsqu'il considère qu'une instruction constitue une violation du RGPD, de la Loi informatique et libertés, ou de toute autre disposition du droit de l'Union européenne ou du droit des États membres relative à la protection des données.

2.2.5 Conformité des fournitures

Le titulaire est tenu de livrer des fournitures respectant strictement toutes les normes françaises et européennes édictées en la matière.

Les normes et spécifications techniques applicables sont celles en vigueur à la date de vente ou de livraison des fournitures.

Le titulaire, en sa qualité d'expert et de professionnel est garant de la qualité des fournitures qu'il commercialise et du respect des normes françaises et européennes par ses fournisseurs.

Dans l'hypothèse où, pendant la période d'exécution du marché / du marché, de nouvelles dispositions normatives ou réglementaires entreraient en vigueur, les fournitures devront être adaptées afin d'être conformes à ces nouvelles dispositions.

En cas de non-conformité des fournitures, ceux-ci seront retournés au fournisseur et remplacés par des articles conformes aux produits demandés, sans incidence financière.

2.2.6 Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG - FCS.

3.DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'EXECUTION

3.1 Conditions de livraison

Le lieu précis, la date et l'heure de livraison des fournitures est à convenir avec le porteur de projet.



Le nom du porteur de projet sera communiqué au moment de la notification.

Le titulaire, une fois avisé des conditions d'accès et des horaires d'ouverture, pour la livraison, s'engage à en informer son personnel et des transporteurs éventuels.

Le non-respect de l'adresse de livraison entraîne un refus de réception des fournitures qui sont alors retournées au titulaire qui devra prendre en charge les coûts de transport y afférent.

3.2 Délai d'exécution

3.2.1 Délai de livraison

Le titulaire est tenu par le délai de livraison qu'il propose dans son offre.

3.2.2 Prolongation des délais

Conformément aux articles 13.3.1 et 13.3.2 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution en cas d'incapacité de livraison (ex. : livres épuisés ou en cours de réédition), du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution.

Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale au pouvoir adjudicateur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel : motif de la non livraison et en fournir la preuve.

Il dispose, à cet effet, d'un délai de 10 jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande, au pouvoir adjudicateur la durée de la prolongation demandée.

Par dérogation à l'article 13.3.3. du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de dix jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire, pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

Conformément à l'article 13.3.4. du CCAG-FCS, aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

3.3 Stockage, emballage et transport

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Les fournitures sont livrées à destination. Le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage, le déchargement et le déballage sont effectués sous sa responsabilité.

3.4 Conditions de livraison

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

Le matériel livré doit être accompagné d'un bon de livraison, conforme à la commande, indiquant :

- ✓ Université Toulouse - Jean Jaurès, IUT de FIGEAC ;
- ✓ L'identification du titulaire du marché ;
- ✓ Les références du marché ;
- ✓ La date d'expédition ;
- ✓ La date de livraison ;
- ✓ Le service destinataire des matériels ;
- ✓ La nature et la quantité des matériels livrés et leur répartition par colis.

Le titulaire s'engage à fournir le matériel tel qu'il est décrit dans son offre.

Si ce dernier n'est pas en mesure de satisfaire l'une de ces exigences (délais de livraison, caractéristiques techniques) il doit obligatoirement en aviser le service ayant émis la commande dans les plus brefs délais. Aucun matériel de substitution ne sera accepté.

3.5 Installation et mise en service

Le titulaire du marché assurera l'intégralité de l'installation, des raccordements électriques et des fluides et de la mise en service du matériel. Le titulaire effectuera des essais de mises en situation et de contrôle en présence du responsable technique. Ces tests feront l'objet d'un compte rendu de fonctionnement qui sera communiqué à l'acheteur.

Le titulaire du marché s'engagera à fournir à la livraison toute la documentation technique nécessaire à une utilisation optimale du matériel livré, à son entretien courant et à la réparation des pannes de 1er niveau. Tous les schémas technologiques seront fournis. Il s'engagera également à fournir les éventuels documents rectificatifs sans supplément de prix.

3.6 Formation du personnel

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les équipements. Cette formation aura lieu sur le site de l'IUT de Figeac et concernera 4 personnes du Département GMP sur le site de l'IUT de Figeac.

La formation, en langue française, portera sur le Tour CN et sur la Commande Numérique associée

La durée de la formation de chacun des matériels, ainsi que du logiciel, devra être adaptée pour faire en sorte à l'issue de la formation, que les personnes soient en mesure de piloter les équipements. Les personnels disposeront d'un support de documentation (manuel d'utilisation et documentation technique) dédié à la bonne utilisation de la machine.

3.7 Vérifications et admission

3.7.1 Opérations de vérification

Elles se déroulent conformément aux dispositions des articles 27 à 31 du CCAG-FCS.

3.7.2 Décision après vérifications

Des vérifications plus approfondies, mentionnées au C.C.T.P., seront également faites pendant l'exécution des prestations.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

3.7.3 Admission

L'admission sera prononcée par le représentant du pouvoir adjudicateur habilité à cet effet dans les conditions prévues à l'article 30.1 du CCAG-FCS

3.8 Garantie

La garantie minimale demandée, incluant le support technique et le SAV, est de 2 (deux) ans, pièces et main d'œuvre ; dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

Le titulaire est tenu par les modalités de garanties prévues dans son offre.

4.DISPOSITIONS FINANCIERES

4.1 Avance

4.1.1 Conditions de versement et de remboursement

Conformément à l'article R 2191-3 du code de la commande publique, une avance de 5 % est accordée au titulaire du marché lorsque le montant du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Conformément à l'article R2191-5 du code de la commande publique le titulaire peut refuser dans l'acte d'engagement le versement de cette avance.

Conformément à l'article R2191-7 du Code de la commande publique modifié par le décret 2020-1261 du 15 octobre 2020, le taux de l'avance est fixé à 5 %. Lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise, le taux de l'avance est porté à 20 %.

Les modalités de versement et de remboursement de l'avance s'effectueront dans les conditions des articles R2191-11 à R2191-12 du code de la commande publique.

4.1.2 Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

4.2 Prix

4.2.1 Caractéristiques des prix pratiqués

Le marché est conclu à prix forfaitaires.

Les prix sont fermes et définitifs.

Le prix facturé doit être conforme au bon de commande.

Les prix sont exprimés hors TVA, en euros exclusivement.

La taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.) est celle en vigueur au jour de la réalisation des prestations.

4.2.2 Contenu de chaque prix

Le prix est établi en euros, HT et TTC, dans les conditions économiques correspondant à la date limite de remise des offres.

Les prix sont réputés comprendre :

- ✓ La fourniture des machines, logiciels (et prestations associées centre d'appel), SAV, essais
- ✓ Toute charge fiscale, parafiscale ou autres (y compris tous frais liés aux opérations de dédouanement) frappant obligatoirement la prestation,
- ✓ Tous frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention- main d'œuvre, au stockage,
- ✓ Tous frais afférents au transport jusqu'au lieu de livraison
- ✓ Tous frais afférents au déchargement des matériels, à l'installation (franco de port) et à la mise en service du matériel
- ✓ Tous frais afférents à la garantie
- ✓ Tous frais afférents à la formation à la machine et au logiciel du personnel,
- ✓ Tous frais administratifs (y compris continuité de service), d'équipements des agents et de gestion (y compris les réunions).
- ✓ et d'une manière générale à tout ce qui concourt à la réalisation des fournitures et prestations définies dans les cahiers des charges.

4.3 Clause de réexamen

Sans Objet

4.4 Modalités de règlement des comptes

Le règlement est effectué, **après « Service fait »**.

4.4.1 Transmission dématérialisée de la facturation

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.



Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Le portail est gratuit.

Si le titulaire n'a pas de compte sur le portail CHORUS PRO (DGFIP), il devra préalablement en créer un et l'activer.

Les factures seront au format PDF.

Afin de faciliter la mise en place de la procédure de dématérialisation, une aide technique est proposée et mise à disposition sur <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques>.

4.4.2 Mentions obligatoires

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

Université Toulouse - Jean Jaurès (UT2J) ;

Le nom et l'adresse du service de l'Université ayant passé la commande ;

Le nom, l'adresse et la raison sociale du créancier, titulaire du marché ;

Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;

- ✓ Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- ✓ Le numéro du compte bancaire ou postal
- ✓ Le numéro du **Marché 25PFFCORD00300** et l'objet de celui-ci ;
- ✓ La nature des prestations réalisées
- ✓ La date de facturation ;
- ✓ La désignation de l'organisme débiteur ;
- ✓ La date d'exécution des prestations ;
- ✓ Les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- ✓ Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors de la passation de la commande et directement liés à Le marché ;
- ✓ Le montant total HT des prestations exécutées ;
- ✓ Le montant total TTC des prestations exécutées ;

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique :

- ✓ Identifiant de la structure publique :
SIRET UT2J : 19311383400017
- ✓ Code service : voir bon de commande
- ✓ Numéro d'engagement juridique : Voir bon de commande

Pour les relances et suivi comptable, communication de référents du titulaire du marché dédiés à l'Université.

Sont désignés pour les règlements :

- Ordonnateur :

Madame la Présidente de l'Université Toulouse Jean Jaurès

- Comptable assignataire des paiements :

Monsieur l'Agent Comptable de l'Université Toulouse Jean Jaurès

4.4.3 Echelonnements des paiements

Sans objet

4.4.4 Délai de paiement et intérêts moratoires

Le délai de paiement est fixé à 30 jours (article R. 2192-10 du Code de la commande publique).

Conformément aux articles R.2192-31, R.2192-32, R.2192-35 et R. 2192-36, en cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

4.5 Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, des pénalités, sans mise en demeure, peuvent être appliquées au titulaire en cas de non-respect des engagements contractuels. Elles sanctionnent l'inexécution des prestations et la mauvaise exécution des prestations résultant du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard peut excéder 10 % du montant total du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros HT pour l'ensemble du marché.

Toutes les pénalités sont cumulables.

S'il y a relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte est prise en considération.

4.5.1 Pénalités de non-respect des délais de livraisons

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 100,00 € dès le lendemain du jour d'expiration du délai.

4.5.2 Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-FCS, l'indisponibilité débute

- ✓ dès huit heures ouvrées pour une maintenance sur le site
- ✓ dix jours consécutifs pour une maintenance chez le titulaire.

Lorsque l'indisponibilité est avérée, le titulaire encourt, par jour d'indisponibilité et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 100,00 € dès les délais précisés ci-dessus.

4.5.3 Pénalités pour non dispense de la formation

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque la formation n'a pas été dispensée, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 100,00 € dès le constat effectué.

4.5.4 Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

.

5. AUTRES DISPOSITIONS

5.1 Assurances

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS., le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Dans un délai de **5** jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de **5** jours à compter de la réception de la demande.

5.2 Résiliation du marché

5.2.1 Cas général

Le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché conformément aux articles L6 et L 2195-1 à 6 du code de la commande publique.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-3 et R2143-6 à R2143-10 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R1263-12, D8222-5 ou D8222-7 ou D8254-2 à D8254-5 du Code du travail conformément à l'article R2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS., en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra pas d'indemnité.

Conformément à l'article 41 le pouvoir adjudicateur peut résilier cet accord cadre pour faute du titulaire.

En cas de résiliation pour faute du titulaire, le pouvoir adjudicateur fera exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 11.3.7 du CCAG-FCS.

5.2.2 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

5.3 Modifications relatives au titulaire

5.3.1 Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le Pouvoir Adjudicateur par écrit et communiquer un extrait K bis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

5.3.2 Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire

Le transfert du marché à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du Pouvoir Adjudicateur.

Le Titulaire doit en informer le Pouvoir Adjudicateur dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- ✓ Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- ✓ Une copie de l'annonce légale ;
- ✓ Les attestations fiscales et sociales ;
- ✓ Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise et non par son courtier ;
- ✓ Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- ✓ Un RIB pour les nouvelles coordonnées bancaires ;
- ✓ Un extrait Kbis original de moins de trois mois faisant apparaître la fusion - absorption de la société correspondante ;
- ✓ Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au Titulaire du marché public.

La cession du marché accepté par le Pouvoir Adjudicateur fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau Titulaire.

5.4 Langue-Monnaie

Les correspondances relatives à ce marché sont exclusivement rédigées en français.

Concernant la documentation, elle sera acceptée en langue anglaise.

La monnaie de compte est l'euro. Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation d'échange.

5.5 Cession et nantissement de créances

Les créances résultant du présent marché peuvent être cédées ou nanties par le titulaire.

Conformément aux articles R.2191-46, R.2191-48, R.2191-50, R.2191-51, R.2191-52 et R.2191-53 du Code de la Commande Publique, l'acheteur remet au titulaire, à sa demande, soit une copie de l'original du présent marché revêtue d'une mention dûment signée par lui indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire afin de lui permettre de céder ou de nantir des créances résultant ce marché, soit un certificat de cessibilité.

5.6 Dérogations au CCAG-FCS

Les dérogations aux CCAG-FCS, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

L'article du CCAP	déroge à l'article du CCAG FCS
2.1	4
3.8	33
4.3.3	42
4.5	14.1.2
	14.1.3
	14
5.2.1	42